

**DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION
FONDS NATIONAL D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE**

A TRANSMETTRE EN 5 EXEMPLAIRES

Date de réception du dossier par le représentant de l'État :

I - LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Nom :

Adresse complète :

Téléphone :

Fax :

Email :

Représentant légal (Nom, prénom, fonction)

Statut juridique¹ :

Numéro d'identification : (SIREN, SIRET, INSEE, MSA ...) :

Code NAF :

Nom du responsable du projet (nom, prénom, fonction et coordonnées téléphoniques et mail):

¹ Etat, Conseil Régional, Conseil Départemental, Commune, Structure intercommunale, Compagnie consulaire, autre personne morale de droit public ou privé.

II - L'OPÉRATION

Intitulé de l'opération :

Situation géographique de l'opération :

Description de l'opération concernée

(si le dossier comprend plusieurs tranches fonctionnelles, la notice devra reprendre et décrire le projet dans son ensemble) :

L'opération se situe en zone protégée au titre du service territorial de l'architecture et du patrimoine (architecte des bâtiments de France):

Objectifs poursuivis et résultats attendus

Entre autres, à préciser : nombre d'emplois créés en prévisionnel, création d'emplois ou maintien, critères HQE.....)

Modalités prévues pour la publicité au titre du financement FNADT

Echéancier des travaux (à joindre : calendrier détaillé, voir liste de pièces)

Date prévue de début de réalisation des travaux :

Durée prévue :

Date prévisionnelle de fin de réalisation :

Coût de l'opération :

Coût total prévisionnel (*préciser HT ou TTC*) :

Montant de la subvention demandée :

Montant total des autres aides publiques sollicitées

(préciser le montant de l'assiette subventionnable pour le calcul de ou des subventions sollicitées, ou acquises, si tel est le cas, joindre une copie des engagements juridique des co-financeurs)

Régime de TVA - (voir liste de pièces) - dans tous les cas fournir une attestation complémentaire

Assujettissement de droit ou sur option

Oui Si oui présenter un plan de financement HT NON

Récupération par le FCTVA

Oui Si oui présenter un plan de financement HT NON

Je, soussigné(e).....
en qualité de représentant légal de

.....
ayant qualité pour l'engager juridiquement, sollicite une subvention au titre du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT) pour la réalisation du projet mentionné ci-dessus.

Je certifie l'exactitude des renseignements et des documents transmis au service instructeur.

J'atteste sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme que je représente.

J'atteste que j'ai sollicité les aides publiques indiquées au plan de financement détaillé ci-joint.

Je déclare avoir pris connaissance des obligations que j'aurai à respecter, en particulier en matière de contrôles, de comptabilité, de publicité.

Fait à, le
(nom, signature du représentant légal et cachet)

III - PLAN DE FINANCEMENT

Coût de l'opération ²	Montant (€)	Financement	Montant (€)	%	Date de décision de l'octroi de l'aide
<u>Détailler les principaux postes :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisitions immobilières • Travaux (à détailler) • Matériel (à détailler) • Prestations intellectuelles (à détailler) • Autres (à détailler) 		<u>Aides publiques</u> ³ : <ul style="list-style-type: none"> • Union européenne • Etat • Collectivités locales et leurs groupements : <ul style="list-style-type: none"> - Région..... - Départements..... - communes ou groupements de communes..... • Etablissements publics..... • Autres⁴...(à préciser) <u>Autofinancement :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Fonds propres..... • Emprunts⁷..... • Crédit-bail..... • Autre⁷..... 			
A déduire s'il y a lieu : <ul style="list-style-type: none"> • Recettes nettes générées par l'investissement 					
Coût total HT					
TVA					
Coût total TTC					

Fait à ; le(nom, signature du représentant légal et cache)t

² A détailler : lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe.

³ **A énumérer** : Ministères, Nom des collectivités et des établissements publics dont organismes consulaires, joindre copie des décisions d'aides publiques déjà obtenues (délibérations des collectivités locales, ...)

⁴ A détailler

**Attestation de non-commencement d'exécution
des travaux – opération d'investissement**

Je soussigné, ⁽¹⁾

Atteste que l'opération d'investissement décrite ci-après, qui fait l'objet d'une demande de subvention au titre du fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) de l'année 2023, n'a pas connu de début d'exécution.

Je m'engage à ne pas commencer l'opération avant la date de réception de la demande de subvention par les services compétents de la préfecture ou des sous-préfectures du département de la Vienne, conformément à l'article 5 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.

Objet de l'opération :

Coût HT de l'opération :

Dans le cas où l'opération aurait débuté avant que le dossier de demande de subvention n'ait été réceptionné par les services préfectoraux, je m'engage à en informer la Préfète, afin qu'elle prenne acte que, de ce fait, je renonce à la subvention sollicitée conformément à l'article 5 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.

Fait à

Le ⁽²⁾

(1) Nom et qualité.

(2) Lieu, date, cachet, signature.

Le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement se substitue, à compter du 1^{er} octobre 2018, au décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999. Ainsi, à compter du 1^{er} octobre 2018, une demande de subvention ne pourra être rejetée d'office pour cause de commencement d'exécution seulement si ce commencement est intervenu avant la réception de la demande de subvention, et non plus à la date de déclaration ou de la réputation du caractère complet de ce dossier de demande.

Article 5 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

I. - Le commencement d'exécution est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation du projet. A défaut, une déclaration sur l'honneur signée par le demandeur peut attester du commencement d'exécution.

II. - Aucun commencement d'exécution du projet ne peut être opéré avant la date de réception de la demande de subvention.

III. - Par dérogation aux dispositions du II, lorsque le projet s'inscrit dans un programme cofinancé par l'Union européenne, le commencement d'exécution peut intervenir avant la date de réception de la demande dès lors que la réglementation européenne applicable l'autorise.

Demande de subvention FNADT 2023
(Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire)

PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER (à produire en 5 exemplaires)

Liste des pièces

1	Si le demandeur est un porteur de projet public, délibération approuvant la présentation du projet, <u>son plan de financement précisant l'origine et le montant des moyens financiers et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention</u>
<i>Dans tous les cas</i>	
2	Relevé d'identité bancaire ou postal
3	Plan de financement détaillé prévisionnel (partie 2 du présent document)
4	Devis, projets de contrats ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis, permettant de calculer le coût du projet HT ou TTC
5	Si le matériel est financé par crédit-bail, l'indication de la valeur marchande et le projet de contrat de crédit-bail (investissement)
6	Estimation du coût de fonctionnement de l'investissement envisagé si il y lieu
7	Calendrier prévisionnel de réalisation <u>détaillé</u>
8	Attestation signée de l'indication du régime de TVA, FCTVA ou autre régime)
9	Attestation de non-commencement de travaux (<u>pour les opérations d'investissement</u>) Annexe dans dossier
10	Si co-financeurs : joindre copie des décisions si les subventions sont acquises
<i>Si le demandeur est une entreprise</i>	
1	Extrait K bis ou inscription au registre concerné
2	Si l'entreprise appartient à un groupe, organigramme précisant les niveaux de participation, effectifs, chiffres d'affaires et bilan des entreprises du groupe
3	Si la subvention sollicitée est supérieure à 23 000 euros, bilan, compte de résultat et rapport du commissaire aux comptes ou de l'expert comptable pour le dernier exercice
<i>Si le demandeur est une association ou un GIP</i>	
1	Statuts de l'association avec copie de l'extrait d'inscription au registre des associations ou statuts du GIP avec copie de la publication de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive et convention constitutive
2	Si la subvention sollicitée est supérieure à 23 000 euros, bilan, compte de résultat et rapport du commissaire aux comptes ou de l'expert comptable pour le dernier exercice
<i>Dans le cas de travaux ou d'acquisitions immobilières (investissement)</i>	
1	Document précisant la situation juridique des terrains et immeubles et établissant que le demandeur a ou aura la libre disposition de ceux-ci (acte de propriété, promesse de vente, bail, ...)
2	Copies des autorisations préalables requises par la réglementation (permis de construire, ...)
3	Dans le cas de travaux, plan de masse, plan général des travaux
4	Plan de situation (carte IGN,...), plan cadastral

(en fonction du type d'opération envisagée, d'autres pièces complémentaires pourront être sollicitées)